Roms : Pour le gouvernement, il s'agit d'un problème de logement, pas d'immigration

16/03/2014 à 10h15

Alors que les campements illicites de Roms sont devenus un sujet récurrent de crispations politiques, c'est dans une relative discrétion, lundi 10 mars, qu'une convention entre le gouvernement et la société d'économie mixte Adoma (ex-Sonacotra), spécialisée dans le logement des plus démunis, a été signée, afin d'aider à la résorption de ce qu'il est désormais convenu d'appeler des «bidonvilles».

Relire [Cyril et Sophie, bientôt à la rue]



A deux semaines des élections municipales, ce changement n'est pas que sémantique. Il révèle une nouvelle approche. Alors que, sous Nicolas Sarkozy, les Roms étaient d'abord considérés comme des migrants en situation irrégulière à expulser s'ils n'étaient pas autonomes financièrement – soit une application stricte de la législation européenne en matière de séjour –, **la gauche semble de plus en plus considérer qu'il y a moins un problème d'immigration à régler que de logement.**

En signant ce nouveau partenariat pour trois ans avec Adoma, le gouvernement s'aligne sur une analyse défendue par le monde associatif : celle selon laquelle la proximité géographique entre la France, la Roumanie et la Bulgarie risque de maintenir longtemps des bidonvilles aux abords des grandes agglomérations. Une situation source de tensions multiples à laquelle il conviendrait mieux de mettre fin en relogeant progressivement leurs occupants. D'autant que ceux-ci ne seraient pas plus de 20 000 en France, soit 3 000 à 4 000 familles. […]

Pour tenter de sortir de cette impasse, le gouvernement a, en plus d'Adoma, missionné depuis septembre 2013 un sous-préfet spécialement chargé du suivi des campements illicites à la préfecture d'Ile-de-France, Jérôme Normand. […] M. Normand est par ailleurs engagé dans une évaluation de la quinzaine de villages d'insertion de la région. **Ces villages fonctionnent relativement bien, mais sont très onéreux.** En Seine-Saint-Denis, pour 500 personnes réparties dans cinq villages, il a fallu plus de 5 millions d'euros. Le travail de M. Normand devrait donner lieu à des propositions d'ici à l'été.

Toute la difficulté pour M. Normand comme pour Adoma, devrait être de faire adhérer à des programmes d'insertion un public très précarisé, concentré sur une vie au jour le jour. **Même dans les villages d'insertion, le taux d'assiduité en cours des enfants ne dépasse pas 40 %. Et ce, alors que les parents s'engagent en principe à les scolariser en échange du logement.**

Le Monde (Merci à rastignac)